

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R110-1 et suivants, L. 325-1 à L. 325-3 et R.417-10 ;
Vu le Code Pénal ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Vu l'arrêté municipal n° AP-2023-0252 en date du 01 juin 2023 réglementant l'ensemble des emplacements réservés aux opérations de chargement ou de déchargement sur la commune de Pau ;
Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de compléter et modifier les dispositions de l'arrêté municipal n° AP-2023-0252 du 01 juin 2023 ;
Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer le stationnement des véhicules au droit des numéros 26 et 34 avenue du général de Gaulle et 1 rue Richelieu de manière à faciliter les opérations de livraisons de marchandises ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté municipal n°AP-2023-0252 du 01 juin 2023 relatives aux emplacements suivants sont abrogées :

- 1 emplacement au droit du n° 26-28 avenue du Général de Gaulle ;
- 1 emplacement au droit du n° 36-38 avenue du Général de Gaulle ;

ARTICLE 2 – La liste des emplacements de stationnement réservés aux personnes handicapées, définie par l'article 1^{er} de l'arrêté municipal n°AP-2023-0252 du 01 juin 2023 est complétée comme suit :

- 1 emplacement situé au droit du n° 26 avenue du Général de Gaulle ;
- 1 emplacement situé au droit du n° 34 avenue du Général de Gaulle ;
- 1 emplacement situé au droit du n° 1 rue Richelieu.

ARTICLE 3 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 4 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté est enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération est effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière sont à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

ARTICLE 6 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 7 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

03 JUL. 2023


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire